

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

LACROIX SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 12 500 000 €.
Siège social : 8, Impasse du Bourrelier, 44800 Saint-Herblain.
855 802 815 R.C.S. Nantes.

A. — Comptes consolidés.

(Remarque générale : les informations suivantes sont présentées en milliers d'euros.)

I. — Bilan consolidé.

Actif	Notes	Exercice 2007 12 mois	Exercice 2006 12 mois
Actifs non courants :			
Goodwill	7.1	4 526	4 707
Immobilisations incorporelles	7.2	3 006	3 314
Immobilisations corporelles	7.3	40 004	36 706
Actifs financiers non courants	7.4	376	382
Titres mis en équivalence	7.5	700	459
Actifs d'Impôt différé	7.21	1 612	1 686
Total des actifs non courants		50 223	47 254
Actifs courants :			
Stocks et en-cours	7.7	37 955	37 374
Créances clients	7.8	75 023	64 399
Autres créances	7.9	5 756	4 998
Trésorerie et équivalents	7.10	14 894	21 631
Total des actifs courants		133 628	128 403
Total de l'actif		183 851	175 657

Passif	Notes	Exercice 2007 12 mois	Exercice 2006 12 mois
Capitaux propres :			
Capital	7.11	12 500	12 500
Primes	7.11	15 955	15 955
Réserves consolidées	7.11	37 734	29 155
Résultat consolidé	7.11	12 907	9 806
Capitaux propres (part du groupe)		79 096	67 416
Intérêts minoritaires	7.11	382	672
Total des capitaux propres		79 478	68 088
Passifs non courants :			
Autres fonds propres		282	230
Provisions non courantes	7.12	3 650	3 885
Dettes financières à long terme	7.14	19 184	24 685

Passifs d'Impôt différé	7.21	2 465	2 773
Total des passifs non courants		25 581	31 573
Passifs courants :			
Dettes financières à court terme	7.14	17 874	17 442
Dettes fournisseurs	7.15	34 486	34 566
Autres dettes	7.15	26 431	23 988
Total des passifs courants		78 791	75 996
Total du passif		183 851	175 657

II. — Compte de résultat consolidé.

	Notes	Exercice 2007	Exercice 2006
		12 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	7.16	228 512	200 303
Autres produits de l'activité		131	258
Achats consommés		-102 796	-90 051
Charges de personnel	7.17	-57 615	-52 876
Charges externes		-38 266	-34 658
Impôts et taxes		-4 395	-4 259
Dotations aux amortissements et provisions	7.18	-5 237	-6 211
Variations de stocks et de produits en cours		-70	1 027
Autres produits et charges courants		97	407
Résultat opérationnel courant		20 360	13 940
Autres produits et charges opérationnels	7.19	912	1 719
Résultat opérationnel		21 272	15 659
Charges et produits financiers	7.20	-1 726	-1 195
Charges d'impôts	7.21	-6 523	-4 517
Mise en équivalence	7.5	85	43
Résultat net		13 108	9 990
Résultat net - part des minoritaires	7.11	201	184
Résultat net - part du groupe		12 907	9 806
Résultat par action (en euros)		10,61	8,10
Résultat dilué par action (en euros)		10,36	7,89

III. — Tableau des flux de trésorerie.

	Exercice 2007	Exercice 2006
Flux de trésorerie liés à l'activité :		
Résultat net	13 108	9 990
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et provisions	4 323	2 773
Variation des impôts différés	-227	406
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-243	-760
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-85	
Autres	178	92

Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	17 055	12 501
Ecart de conversion sur la Marge brute d'autofinancement		
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	396	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-11 111	231
Flux net de trésorerie généré par l'activité	6 339	12 732
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations (1)	-8 969	-12 088
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	2 331	2 861
Subventions d'investissement		
Incidence des variations de périmètre	73	-1 515
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-6 566	-10 742
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :		
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère	-2 068	-1 220
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-32	-3
Augmentations de capital en numéraire		
Variation des autres fonds propres	25	-1 674
Émissions d'emprunts (1)	2 543	13 122
Remboursements d'emprunts	-8 704	-7 588
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-8 237	2 637
Variation de trésorerie	-8 463	4 627
Trésorerie d'ouverture	14 207	9 471
Trésorerie de clôture	5 529	14 207
Incidence des variations de cours des devises	221	-49

(1) Dont K€ 2.635, relatifs à l'activation sur l'exercice du crédit bail (IAS 17) au titre de 2006.
Pas de nouveau contrat conclu au titre de 2007.

IV. — Périmètre de consolidation.

Société et forme juridique	N° Siren	Siège social	Périmètre fiscal	Exercice 2007		
				Méthode consolidation	% contrôle	% intérêt
Société consolidante						
LACROIX S.A.	855 802 815	St Herblain	1	MERE	100.00%	100
Sociétés intégrées						
Branche signalisation						
LACROIX SIGNALISATION	409 065 984	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU ATS	344 679 022	Strasbourg	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU IDF	340 835 479	Herblay	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU NORMANDIE	492 337 555	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU OUEST	478 588 700	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU PACA	439 903 576	Marseille	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU RHONE ALPES	492 139 472	Vault en Velin	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU SUD OUEST	478 583 875	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX OCEAN INDIEN	343 852 836	Le Port		IG	100.00%	99.67%
LACROIX MAYOTTE	497 884 031	Mamoudzou		IG	100.00%	99.67%

KANGOUROU NORD PAS DE CALAIS	492 337 571	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%	
KANGOUROU 3	498 992 163	Saint Herblain		IG	100.00%	99.85%	
LACROIX TRAFIC	443 342 746	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%	
SECTRA	394 227 805	Saint Jean d'Illac	2	IP	49.85%	49.28%	
SOCIETE DES SIGNALISATION	301 331 435	Artigues	2	IP	49.85%	49.78%	
SAAM	861 200 574	Saint Eloy mines	1	IG	100.00%	97.97%	
LEONE	322 008 442	Vertou		ME	50.00%	49.93%	
NORTE INDUSTRIAL	A48 042 303	ESPAGNE		IG	100.00%	99.85%	
LX SENALIZACION	A12 329 827	ESPAGNE		IG	100.00%	99.85%	
NORTE CONSERVACION	B95 222 006	ESPAGNE		IG	100.00%	99.85%	
SCI POMO	348 565 060	Nantes		ME	50.00%	50.00%	
SCI VINILA	338 602 121	Vannes		IG	100.00%	99.85%	
LTI CENTRE	382 846 384	Carros		IG	100.00%	42.42%	
ATLAS	695 821 322	Cannes		ME	23.33%	23.30%	
LTI SUD EST	383 076 684	Carros		IG	100.00%	4.02%	
COTEAU	392 915 138	Sautron		IG	100.00%	4.04%	
Branche télégestion							
LACROIX SOFREL	409 065 810	Vern sur Seiche	1	IG	100.00%	99.95%	
SOFTEC	405 249	Italie		IG	100.00%	99.95%	
SOFREL ESPANA	ESA81573113	ESPAGNE		IG	100.00%	99.95%	
SCI CHALOTAIS	342 456 985	Nouvoitou		IG	100.00%	99.95%	
Branche électronique							
LACROIX ELECTRONIQUE	409 064 151	Vern sur Seiche	1	IG	100.00%	99.99%	
LACROIX ELECTRONICS	RHB11614	POLOGNE		IG	100.00%	99.99%	
LACROIX ELECTRONIQUE TUNISIE		TUNISIE		IG	100.00%	99.99%	

Méthodes de Consolidation :

IG : Intégration globale - IP : Intégration Proportionnelle - ME : Mise en Equivalence

V. — Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation.

5.1. Informations générales sur l'entreprise. — Côtée sur l'Eurolist, Compartiment C, Lacroix SA est une société anonyme de droit français. La note 1 présente dans le détail les activités et l'organisation du groupe.

5.2. Référentiel comptable.

5.2.1. Principes généraux. — Les comptes annuels sont présentés pour la période close au 30 septembre 2007 en appliquant la totalité des normes publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union européenne, à l'exception des normes IFRS 7 (informations à fournir sur les instruments financiers) et IAS 1 révisée (présentation des états financiers), qui ne seront applicables qu'à compter de la clôture au 30 septembre 2008.

5.2.2. Présentation des états financiers. — Sont considérés comme « actifs courants », les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation, ou dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les « dettes courantes » sont constituées des dettes échues au cours du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice. Les autres actifs ou dettes sont considérés comme « non courants ».

5.3. Utilisation des estimations. — La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la Direction du groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnable au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

5.4. Modalités de consolidation.

5.4.1. Méthodes de consolidation :

— Filiales du groupe :

– Une filiale est une entité contrôlée par le groupe. Le contrôle existe lorsque le groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse ;

— Entreprises associées :

– Les entreprises associées sont les entités pour lesquelles la société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les entreprises associées et les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises mis en équivalence ;

— Méthodes appliquées au groupe :

– Au 30 septembre 2007, les sociétés du groupe sont contrôlées de façon exclusive par Lacroix SA, à l'exception de la société SDS et sa filiale SECTRA maintenues en intégration proportionnelle dans la mesure où il s'agit d'un traitement prévu par la norme IAS 31 et que cette méthode d'intégration est plus pertinente économiquement ;

– Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle effectif est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à compter de leur date de cession.

Le périmètre de consolidation et la liste des filiales sont présentés en note 4.4.

5.4.2. Méthodes de conversion des comptes des sociétés étrangères. — Les états financiers des filiales étrangères sont convertis :

— Pour le bilan au cours de la devise étrangère à la clôture ;

— Pour le compte de résultat au cours moyen de clôture ;

— Les différences de conversion sont portées Directement dans les capitaux propres sous la rubrique « Ecarts de conversion ».

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération. Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère, sont enregistrés au compte de résultat.

5.4.3. Élimination des opérations intragroupe. — Conformément à la réglementation, les soldes bilantiels, les produits et les charges latents résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains et les pertes latentes découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence.

5.4.4. Regroupements d'entreprises. — Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation, qu'il convient d'effectuer au moins une fois par an et plus souvent lorsque des événements ou des circonstances font apparaître des indices de perte de valeur.

Des tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités génératrices de trésorerie (U.G.T). Ils consistent à comparer la valeur comptable de l'U.G.T. à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

Le Groupe a mis en place une méthodologie de test fondée sur la méthode DCF (Discounted Cash Flows) à partir de Business Plans établis pour chaque branche d'activité.

5.5. Méthodes et règles d'évaluation. — Les principes et méthodes appliqués par le groupe sont les suivants :

5.5.1. Immobilisations incorporelles. — Les actifs incorporels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué de cumul des amortissements, et des éventuelles pertes de valeur.

5.5.1.1. Frais de recherche et développement. — Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges.

Concernant les frais de développement, le Groupe a élaboré une procédure de suivi des frais permettant de recenser toutes les informations utiles pour l'identification, la valorisation et le suivi des dépenses.

Lorsque les dépenses qualifiées de développement satisfont aux critères d'activation, elles sont activées. Dans le cas contraire, elles sont comptabilisées en charges.

5.5.1.2. Amortissement et dépréciation. — Les actifs incorporels immobilisés ont une durée de vie déterminée. L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel :

	Durée
Concessions, brevets, licences	3 à 10 ans
Logiciels	3 à 10 ans

Ils font l'objet de test de perte de valeur lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie font l'objet de tests de dépréciation annuels. Les tests de dépréciation sont faits sur la base des cash-flows futurs actualisés.

5.5.2. Immobilisations corporelles.

5.5.2.1. Actifs corporels non courants. — Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles ou à leur coût de production pour la partie produite par le groupe.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.

5.5.2.2. Amortissement et dépréciation. — L'amortissement est comptabilisé comme charge de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

	Durée
Aménagements sur terrains	5 ans
Constructions d'exploitation	20 à 40 ans
Installations et agencements des constructions	10 à 12 ans
Matériel et outillage	8 à 15 ans
Installations et agencements du matériel	8 à 15 ans
Matériel de transport	3 à 8 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 15 ans

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de « perte de valeur » lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Ainsi, lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à son montant recouvrable estimé, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

5.5.3. Contrats de location financement. — Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués. Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la durée d'utilité, correspondant le plus souvent à la durée du contrat. Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

5.5.4. Actifs financiers. — Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : les actifs de transaction, les prêts et créances, les actifs disponibles à la vente.

Les investissements financiers non consolidés sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de valeur, positives ou négatives, sont enregistrées en capitaux propres en « réserve de réévaluation ». En cas de perte de valeur jugée définitive, une provision pour dépréciation de ce montant est enregistrée en résultat financier.

Les placements financiers (valeurs mobilières) sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

Les prêts et créances sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat.

5.5.5. Gestion des risques financiers. — Couverture de change et de taux :

— Les opérations de couverture font l'objet d'une analyse par un expert indépendant de manière à assurer un traitement conforme aux normes IAS 32/39 dès lors qu'elles présentent un caractère significatif.

5.5.6. Stocks et travaux en-cours. — Les stocks et encours de production sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le coût de revient est déterminé selon la méthode « premier entré, premier sorti ». Ce coût inclut notamment les coûts de matière et de la main d'oeuvre Directe ainsi que les charges indirectes strictement imputables à la production.

Les marges internes incluses dans les stocks sont éliminés dans le résultat consolidé.

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci dessus et la valeur nette probable de réalisation.

5.5.7. Créances clients. — Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur juste valeur. Les créances étant d'une maturité inférieure à un an, elles ne sont pas actualisées. Elles font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation en fonction de leur probabilité de recouvrement à la clôture.

5.5.8. Disponibilité et trésorerie. — Le poste « Disponibilités » comprend les disponibilités bancaires et les placements immédiatement disponibles. Les découverts bancaires sont inclus dans les emprunts parmi les dettes à court terme au passif du bilan.

5.5.9. Capital et réserves. — Lorsque le Groupe rachète ou vend ses propres actions :

— Le prix payé incluant les frais afférents à leur acquisition nets de taxes est déduit des capitaux propres dans le poste « Actions propres » jusqu'à leur cession ;

— Au moment de leur cession, la plus ou moins value réalisée est comptabilisée dans les capitaux propres.

5.5.10. Subventions publiques. — Les subventions sont intégrées dans les comptes, lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

— Le groupe se conformera aux conditions attachées aux financements ;

— Les subventions seront reçues.

Pour les subventions publiques liées à des actifs, le Groupe a retenu de présenter le financement en minoration de la valeur de l'actif associé.

5.5.11. Provisions pour risques et charges. — Lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et s'il est possible d'estimer de manière fiable le montant de l'obligation, alors le Groupe comptabilise une provision.

5.5.12. Avantages du personnel. — Indemnités de départ à la retraite :

— Le Groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation de 4,65% ;

— Ces évaluations tiennent compte notamment du niveau de rémunération future, de la durée d'activité probable des salariés, de l'espérance de vie et de la rotation du personnel ;

— La valeur actualisée des engagements ainsi évalués est comptabilisée au bilan, déduction faite de la juste valeur des actifs versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers ;

— Les gains et pertes actuariels, qui résultent principalement des modifications d'hypothèses actuarielles et de la différence entre les résultats estimés selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs, sont comptabilisés en intégralité en contrepartie des capitaux propres, notamment l'incidence du passage d'un taux d'actualisation de 4% à 4,65% ;

— Le coût financier et le coût des services rendus sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Paievements fondés sur des actions :

— Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat en contrepartie des réserves sur la période d'acquisition (4 ans) des droits d'exercice pour les salariés ;

— La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes. La charge est répartie sur la période d'acquisition en contrepartie d'une augmentation des réserves.

5.5.13. Emprunts. — Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des commissions afférentes.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée en dettes financières courantes

5.5.14. Impôts courants et différés. — Un impôt différé est calculé pour toutes les différences temporaires existantes entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs. Le taux d'impôt utilisé est celui que le Groupe s'attend à payer ou à recouvrer auprès des administrations fiscales et qui a été adopté ou quasi adopté à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs.

Les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale. A ce titre, deux périmètres d'intégration fiscale sont en vigueur dans le groupe :

— Groupe LACROIX SA ;

— Groupe SDS.

Les périmètres fiscaux sont détaillés en note 4.4.

Taux d'impôt par pays :

	Exercice 2007
Espagne	28 à 35%
France	33,33%
Italie	33,00%
Pologne	19,00%
Tunisie	(1) 0,00%

(1) Exonération temporaire jusqu'en 2015.

5.5.15. Chiffre d'affaires. — Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable.

5.5.16. Résultats par action. — Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions achetées par la société et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat net par action (dilué) est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

Le groupe dispose d'une catégorie d'instrument dilutif : les stocks options.

5.5.17. Information sectorielle. — L'information sectorielle du Groupe est présentée selon deux niveaux (secteur d'activité et secteur géographique). Le choix de ces niveaux et leur décomposition reflètent le mode d'organisation du Groupe et les différences de risques et de rentabilité.

Le secteur d'activité constitue le premier niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu les 3 principaux secteurs d'activités suivants :

— Signalisation ;

— Télégestion ;

— Electronique.

Le secteur géographique constitue le second niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu deux secteurs géographiques :

— La France ;

— L'étranger.

VI. — Comparabilité des comptes.

6.1. Changements comptables. — Aucun changement de méthode comptable n'est à constater.

6.2. Variations de périmètre. — L'exercice 2007 a été caractérisé par les opérations juridiques suivantes :

6.2.1. Entrées de périmètre. — Au cours de l'exercice, le Groupe a procédé à la création de deux filiales :

— Lacroix Mayotte avec acquisition d'un fonds de commerce (activité de Signalisation) ;

— Kangourou III (activité de Services).

6.2.2. Première consolidation. — La société Atlas a été intégrée dans le périmètre sur l'exercice.

Cette opération a généré un impact sur les capitaux propres de 542 K€ (note 7.11).

6.2.3. Changements de méthodes de consolidation. — Aucun changement de méthode de consolidation n'est à constater.

6.3. Acquisitions ou cessions de participations post-clôture. — Pas d'opération de cette nature entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêté des comptes

VII. — Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations.

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.
Sauf cas contraire, les montants sont exprimés en milliers d'euros.

7.1. Goodwill :

Entreprises concernées	Valeur brute			Dépréciation			Valeur nette	
	Ouverture	Variation	Clôture	Ouverture	Dotation	Clôture	Exercice 2006	Exercice 2007
Branche Signalisation (1)	2 820	219	3 039	0		0	2 820	3 039
Branche Télégestion (2)	1 887	-400	1 487	0		0	1 887	1 487
Branche Electronique	1 868		1 868	1 868		1 868	0	0
Total	6 575	-181	6 394	1 868	0	1 868	4 707	4 526

(1) Les variations proviennent de la réaffectation SCI VINILA en construction pour K€ (95) et l'acquisition d'un FDC apporté à Lacroix Mayotte pour K€ 314 (Société créée sur l'exercice).

(2) La variation s'explique par la réaffectation SCI CHALOTAIS en construction pour K€ (400).

7.2. Immobilisations incorporelles :

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes :							
Frais d'établissement	9	6					15
Frais de recherche et développement	0						0
Concessions, brevets, licences, logiciels	5 005	192	-116			38	5 118
Droit au bail	4	4					8
Autres immobilisations incorporelles	1 021	53	-37		14	-113	939
Avances et acomptes versés	71	45			1	-53	64
Total	6 110	300	-152	0	15	-129	6 144
Amortissements et provisions :							
Frais d'établissement	-5	-2					-7
Frais de recherche et développement	0						0
Concessions, brevets, licences, logiciels	-2 338	-401	116				-2 624
Droit au bail	0						0
Autres immobilisations incorporelles	-453	-110	27		-10	40	-507
Avances et acomptes versés	0						0
Total	-2 796	-514	143	0	-10	40	-3 138
Total Immobilisations incorporelles nettes	3 314	-214	-10	0	5	-89	3 006

7.3. Immobilisations corporelles :

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes :							
Terrains	1 742		-22		-4	273	1 989
Terrains en crédit-bail	658				5	-41	622
Constructions (1)	11 742	806	-62	743	-63	3 523	16 690
Constructions en crédit-bail	10 166				194	-233	10 127
Installations techniques, mat. et out.	22 421	4 290	-881		41	155	26 026
Installations, mat. et out. en crédit-bail	8 699		-1 026		68		7 741
Autres immobilisations corporelles	9 199	1 159	-880		-12	32	9 498
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	0						0
Immobilisations corporelles en cours (2)	2 286	1 502			-31	-3 360	397
Avances et acomptes	579		-61			-490	28

Total	67 492	7 757	-2 931	743	197	-141	73 117
Amortissements :							
Terrains	-70	-13					-83
Terrains en crédit-bail	0						0
Constructions	-4 365	-652	6		2		-5 010
Constructions en crédit-bail	-3 488	-337	148		-50		-3 727
Installations techniques, mat. et out.	-12 785	-2 071	1 124		-46	-32	-13 810
Installations, mat. et out. en crédit-bail	-4 118	-695	245		-38		-4 606
Autres immobilisations corporelles	-5 960	-700	810		-10	-18	-5 877
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	0						0
Immobilisations corporelles en cours	0						0
Avances et acomptes	0						0
Total	-30 786	-4 468	2 334	0	-142	-50	-33 113
Total Immobilisations corporelles nettes	36 706	3 288	-598	743	55	-191	40 004

(1) Les variations de périmètre proviennent de la réaffectation du Goodwill des sociétés SCI Vinila (K€ 143) et SCI Chalotais (K€ 600)

(2) Les variations des immobilisations en cours concernent essentiellement la construction d'une usine en Tunisie, pour Lacroix Electronique.

Les autres montants de la colonne « Autres variations » sont principalement des reclassements de comptes.

7.4. Actifs financiers non courants :

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes :							
Titres de participations (1)	49	1					50
Créances rattachées à des participations	0						0
Autres titres immobilisés	8		-6				2
Prêts	34	4	-9				29
Dépôts et cautionnements	302	73	-49			-9	317
Total	393	77	-63	0	0	-9	398
Provisions pour dépréciation :							
Titres de participations (1)							0
Créances rattachées à des participations							0
Autres titres immobilisés							0
Prêts							0
Dépôts et cautionnements	-11	-11					-22
Total	-11	-11	0	0	0	0	-22
Total actifs financiers non courants nets	382	66	-63	0	0	-9	376

(1) Détail des titres de participation présenté en note 7.6.1.

7.5. Titres mis en équivalence. — Détail des titres :

	% de détention	Exercice 2007
ATLAS (1)	23,0%	227
LEONE	50,0%	472
SCI POMO (2)	50,0%	0
Total		700

(1) Participation détenue antérieurement, et ayant été consolidée pour la première fois au cours de l'exercice. L'impact de ce mouvement de périmètre est présenté en note 7.11.

(2) Société pour laquelle une provision est comptabilisée (note 7.12).

La valeur au bilan et les contributions aux capitaux propres et aux résultats consolidés des principales entreprises contribuant au poste « Titre mis en équivalence » sont les suivantes :

Filiales	Contribution aux capitaux propres consolidé	Contribution au résultat consolidé
ATLAS (1)	197	22
LEONE	180	63
SCI POMO (2)	-118	0
Total	259	85

7.6. Titres de participation non consolidés.

7.6.1. Sociétés non consolidées. — Le détail de la ligne « Titres de participation » présent dans la note 7.4 est le suivant :

Filiales non consolidées	Ouverture	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes :							
Gertrude	35						35
SNU (1)	13						13
Divers	1	1					2
Total	49	1	0	0	0	0	50
Provisions pour dépréciation :							
Gertrude							0
SNU (1)							0
Divers							0
Total	0	0	0	0	0	0	0
Total valeur nette	49	1	0	0	0	0	50

(1) Information sur SNU dans la note 4.4 « Périmètre ».

7.7. Stocks et en-cours. — Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Valeurs brutes :		
Matières premières	26 495	25 651
En-cours	5 609	7 577
Produits intermédiaires et finis	8 613	6 724
Marchandises	1 410	923
Total	42 126	40 875
Provisions pour dépréciation :		
Matières premières	-3 308	-2 947
En-cours	-4	-5
Produits intermédiaires et finis	-505	-418
Marchandises	-355	-131
Total	-4 172	-3 501
Total stocks et en-cours nets	37 955	37 374

7.8. Créances clients. — Les créances clients se décomposent de la manière suivante :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Créances clients	77 099	65 492
Dépréciation	-2 077	-1 092

Total créances clients nettes	75 023	64 399
-------------------------------	--------	--------

7.9. Autres créances et actifs courants :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Valeurs brutes :		
Avances et acomptes versés	160	
Créances sociales	138	115
Créances fiscales	2 415	2 450
Créances diverses	927	1 108
Charges constatées d'avance	2 115	1 326
Total	5 756	4 998
Provisions pour dépréciation :		
Dépréciation	0	0
Total autres créances et actifs courants nets	5 756	4 998

7.10. Trésorerie et équivalents :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Valeurs mobilières de placement (1)	13 172	18 736
Disponibilités	1 722	2 895
Dépréciation	0	0
Total trésorerie et équivalents	14 894	21 631
Concours bancaires courants (note 7.14)	-9 338	-7 423
Total Trésorerie nette	5 556	14 208

(1) Contrat de liquidité détenu à 100% par le groupe pour une valeur de 89 K€. Les autres placements constitués de Sicav, de certificats de dépôt et d'autres produits de placement s'élèvent à 13 083 K€.

7.11. Capitaux propres.

7.11.1. Capital social de l'entité consolidante. — Au 30 septembre 2007, le capital social se compose de 1 255 520 actions d'une valeur nominale de 9,96 €.

7.11.2. Variation des capitaux propres :

(En milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées (1)	Résultat de l'exercice	Autres		Total capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
					Ecarts de conversion (2)	Titres de l'entreprise consolidante			
Situation à la clôture									
Exercice 30 septembre 2005	12 500	15 955	27 624	4 728	381	-752	60 436	491	60 927
Affectation du résultat 2005			4 728	-4 728			0		0
Résultat de l'exercice 2006				9 806			9 806	184	9 990
Distributions effectuées par le Groupe			-1 219				-1 219		-1 219
Ecart actuariels			82				82		82
Variation des écarts de conversion					-97		-97	-3	-100
Variation des actions propres						-1 683	-1 683		-1 683
Changements de méthodes comptables							0		0
Stocks option			91				91		91
Autres mouvements							0		0
Exercice 30 septembre 2006	12 500	15 955	31 306	9 806	284	-2 435	67 416	672	68 088
Affectation du résultat 2006			9 806	-9 806			0		0
Résultat de l'exercice 2007				12 907			12 907	201	13 108
Distributions effectuées par le Groupe			-2 100				-2 100		-2 100

Ecart actuariels			-48				-48		-48
Variation des écarts de conversion					188		188	-3	185
Variation des actions propres			34			-111	-77		-77
Changements de méthodes comptables							0		0
Stocks option (3)			117				117		117
Autres mouvements (4)			693				693	-488	206
Exercice 30 septembre 2007	12 500	15 955	39 808	12 907	472	-2 546	79 096	382	79 478

(1) Dont réserves légales, réglementées, autres réserves et report à nouveau pour 15 593 K€.

(2) L'écart de conversion est essentiellement lié à la Pologne.

(3) Dont étalement de la charge sur plan de SO pour 178 K€, et neutralisation des résultats de cessions pour -61 K€.

(4) Part groupe pour 693 K€ : Dont société ATLAS, 1ère consolidation ayant générée un impact sur les capitaux propres de 542 K€ (note 6.2). Part des minoritaires pour -488 K€ : Correction d'erreur sur retraitement de crédit bail sur des entités ad hoc.

7.11.3. Variation des actions propres. — Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Exercice 2007
Ouverture	44 350
Acquisitions	15 175
Cessions	-20 816
Clôture (1)	38 709

(1) Au 30 septembre 2007, la montant inscrit dans les comptes sociaux de Lacroix SA est de 2 547 K€. La valorisation boursière ressort à 3 240 K€.

7.12. Provisions pour risques et charges.

7.12.1. La variation des provisions pour risques et charges s'analyse de la manière suivante :

	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Clôture
Provisions pour indemnités de fin carrière (1)	2 260	200	-63					2 398
Provisions pour impôts	46							46
Provisions pour restructuration	0							0
Provisions pour litiges (2)	1 460	83	-455					1 089
Provisions pour risques sociaux	0							0
Provisions pour titres mis en équivalence	117							117
Total	3 885	283	-517		0	0	0	3 650

(1) L'évaluation des indemnités de fin de carrière a été calculée par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les hypothèses prises en comptes pour les calculs sont les suivantes :

— Taux d'actualisation de 4,65% ;

— Inflation retenue de 2% ;

— L'augmentation des salaires est de 3%, inflation incluse ;

— Les tables de mortalité utilisées sont celle de l'INSEE Hommes et Femmes 2002 ;

— L'âge de la retraite est de 61 ans pour les non cadres et de 63 ans pour les cadres en cas de « Départ à la retraite » (à l'initiative du salarié). L'âge de la retraite est de 65 ans, quelque soit la catégorie, en cas de « Mise à la retraite » (à l'initiative de l'employeur) ;

— Un double calcul est effectué afin de prendre en compte un départ à la retraite pour 90% à l'initiative du salarié et de 10% à l'initiative de l'employeur ;

— Une probabilité de turn over selon la table ci-dessous :

Tranches d'âge	Signalisation	Télégestion	Electronique
Moins de 25 ans	9,09%	9,08%	16,67%
De 25 à 39 ans	4,46%	6,83%	12,06%
De 40 à 55 ans	2,50%	2,38%	3,54%

Plus de 55 ans	0%	0%	0%
----------------	----	----	----

(2) Cette provision concerne essentiellement un litige relatif à un brevet pour 644 K€ (Lacroix Trafic), un litige client pour 173 K€ (Lacroix Signalisation), et un risque sur garantie client pour 108 K€ (Lacroix Sofrel).

7.12.2. Litige en cours. — Au cours de l'exercice précédent, une enquête a été diligentée par la DGCCRF concernant d'éventuelles pratiques anti-concurrentielles des principaux acteurs français du marché de la signalisation.

Notre connaissance de la procédure ne permettait pas à la date d'arrêt des comptes d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à cette enquête. En conséquence aucune provision n'avait été constituée à ce titre au 30 septembre 2006.

Au cours de l'exercice 2007, nous n'avons pas eu connaissance d'évolution de la procédure ni d'aucun fait susceptible de modifier notre perception du risque encouru.

7.13. Stock options. — Des options d'achat d'actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédents la date d'octroi. Les options sont subordonnées à l'accomplissement de 4 années de services.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-dessous :

	Exercice 2007		Exercice 2006	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
Ouverture	45,99	32 338	23,50	14 062
Octroyés	62,11	13 250	63,30	18 276
Levées	23,50	-14 062		
Non activable (suite départ)	63,28	-2 500		
Clôture	62,76	29 026	45,99	32 338

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions en circulation à la clôture de l'exercice sont détaillés ci-après :

Date des plans		Conditions	
Attribution	Début option	Prix d'exercice	Nombre d'actions
Novembre 2005	Novembre 2009	63,35	6 026
Septembre 2006	Septembre 2010	63,28	9 750
Décembre 2006	Décembre 2010	62,11	13 250
			29 026

Les options d'achats d'actions sont évaluées à leur juste valeur constatée dans le compte de résultat, sur la ligne frais de personnel sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés.

La juste valeur est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuinaire.

L'exercice des options ne pouvant intervenir qu'à l'issue de 4 ans de service, la charge de personnel correspondante est répartie sur 4 ans. Compte tenu des options attribuées en 2007, la charge s'élève à 178 K€.

7.14. Emprunts et dettes financières.

7.14.1. Nature et échéance des emprunts et dettes financières. — Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

	Exercice 2007	Exercice 2006	Échéancier 2007 (1)	
			< 1 an (courant)	> 1 an (non courant)
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	17 857	22 086	5 707	12 150
Emprunts issus de crédit bail	6 184	8 368	1 562	4 622
Dettes financières diverses (2)	3 679	4 250	1 267	2 412
Concours bancaires courants	9 338	7 423	9 338	0
Total emprunts et dettes financières	37 058	42 127	17 874	19 184

(1) Part « non courant » des dettes financières : dont 2 305 K€ à plus de 5 ans.

(2) Dont C/C Vinila investissement (actionnaire) pour 797 K€, contre 1 826 K€ en 2006.

7.14.2. Variation des emprunts et dettes financières :

	Exercice 2006	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	Autres	Exercice 2007
--	---------------	--------------	------------	---------------------	--------	---------------

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	22 086	1 300	-5 368		-161	17 857
Emprunts issus de location – financement	8 368		-2 307		123	6 184
Dettes financières diverses	4 250	1 270	-2 002		162	3 679
Concours bancaires courants	7 423	1 914				9 338
Total variation emprunts et dettes financières	42 127	4 484	-9 677	0	124	37 058

(1) Dans le cadre du financement de ces futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe peut disposer d'une enveloppe de 11 000 K€. Ces fonds sont disponibles sur demande et remboursables sur 5 ans.

7.14.3. Ventilation par taux. — La décomposition de la dette entre taux fixe et taux variable est la suivante :

	Exercice 2007
Emprunts à taux fixe	13 684
Emprunts à taux variable (1)	10 357
Total emprunts	24 041

(1) Dont K€ 3.850 de financements à taux plafonné.

7.14.4. Ventilation par principales devises. — La ventilation des dettes entre € et autres devises se présente comme suit :

	Exercice 2007
Emprunts libellés en euro	21 965
Emprunts libellés en devises étrangères	2 077
Total emprunts	24 041

7.15. Passifs courants. — Les autres passifs courants se composent des éléments suivants :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Fournisseurs	34 486	34 213
Fournisseurs d'immobilisations	573	353
Avances et acomptes reçus sur commande	3 274	3 067
Dettes fiscales et sociales	21 457	18 426
Dettes diverses	583	2 180
Produits constatés d'avance	544	315
Total autres passifs à court terme	60 917	58 554

7.16. Chiffre d'affaires :

	Exercice 2007	Exercice 2006
France métropolitaine	180 235	164 733
Etranger	48 277	35 570
Total	228 512	200 303

7.17. Personnel.

7.17.1. Charges liées au personnel :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Traitements et salaires	38 118	34 923
Charges sociales	14 872	13 592
Intéressement et participation	4 311	3 983
Charges de retraites	137	288
Paievements en actions	178	91

Total des charges liées au personnel	57 615	52 876
--------------------------------------	--------	--------

7.17.2. Effectif moyen. — L'effectif moyen employé se décompose comme suit :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Ensemble groupe	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Cadres	122	94	60	62	132	101	314	257
Techniciens	92	79	35	26	236	212	363	317
Employés	152	114	22	21	51	32	225	167
Ouvriers	280	333	3	3	854	830	1 137	1 166
Total effectifs salariés	646	620	119	112	1 273	1 175	2 038	1 907
Mise à disposition (1)	85		2		70		158	
Total effectifs opérationnels	731	620	121	112	1 343	1 175	2 196	1 907

(1) ETP relatifs aux charges d'intérim.

7.18. Dotations aux amortissements et provisions nettes de reprises. — Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions, nettes de reprises, figurant en résultat opérationnel courant peut être détaillé de la manière suivante :

	Exercice 2007
Dotations et reprises nettes sur actifs non courants	-3 027
Dotations et reprises nettes sur crédit-bail	-1 381
Dotations et reprises nettes sur stocks (1)	-996
Dotations et reprises nettes sur autres actifs courants	29
Dotations et reprises nettes sur risques et charges	266
Dotations et reprises nettes sur autres (2)	-128
Total dotations aux amortis. et aux provisions nettes	-5 237

(1) Hors reprises relatives aux mises au rebut, imputées sur les achats consommés.

(2) Dont K€ 118 sur justes valeurs.

7.19. Autres produits et charges opérationnels :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Cessions de bâtiments industriels		754
Reprises de provisions Branche Electronique (1)	934	912
Restructuration branche signalisation (2)		53
Litige brevet (3)	-21	
Total	912	1 719

(1) Reprise sur l'exercice de K€ 934 en rapport avec un client (Brandt). Sur 2006, 912 K€ pour la fermeture du site de Nogent.

(2) Société Signalest sur 2006.

(3) Affaire Sodirel (note 7.12.1).

7.20. Charges et produits financiers. — Le résultat financier se décompose comme suit :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Produits et charges financiers	-1 383	-1 358
Dividendes	-0	0
Résultat de change	-645	-264
Dotations aux provisions nettes de reprises	103	129
Résultat sur cessions de valeur mobilière de placement	200	298
Total résultat financier par nature	-1 726	-1 195

Synthèse :		
Total des produits	2 914	1 876
Total des charges	-4 640	-3 071
Total résultat financier	-1 726	-1 195

7.21. Impôts sur les bénéfices.

7.21.1. Analyse de l'impôt sur les sociétés. — L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Impôt exigible	-6 749	-4 112
Impôts différés	227	-405
Impôts sur les résultats	-6 523	-4 517

7.21.2. Preuve d'impôt :

Rationalisation de l'impôt	Exercice 2007
Résultat net de l'ensemble consolidé	13 108
Neutralisation de la QP des résultats Stés M.E.	-85
Neutralisation des dotations sur Goodwill	
Résultat retraité des sociétés M.E	13 023
Impôts sur les résultats (1)	6 523
Résultat net avant impôt	19 546
Impôt théorique au taux en vigueur, 33,33% (2)	6 515
Différence d'impôt (1) - (2)	8

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

Analyse de cette différence d'impôt	Charges	Produits
Effets des différences permanentes entre les résultats consolidés et résultats imposables		188
Utilisation de reports déficitaires utilisés au cours de l'exercice		
Pertes de filiales fiscalement déficitaires		
Taux d'impôt réduits ou majorés pour certaines catégories d'opérations (1)	180	43
Taxation des résultats des sociétés étrangères à des taux différents (2)	476	186
Crédit d'impôt recherche		231
Total	656	648
Différence nette	8	

(1) Contribution exceptionnelle pour 180 K€, et 46 K€ de produits sur régime de défiscalisation d'investissements.

(2) Charges de 476 K€ sur Régime local d'exonération totale de résultat.

7.21.3. Analyse de l'impôt différé. — Le détail des impôts différés actif et passif est le suivant :

	Exercice 2007
Impôts différés actifs :	
Organic et Effort de construction	124
Participation des salariés	464
Indemnités de départ à la retraite	832
Marges sur stocks	155
Pertes reportables (1)	1 276
Autres (2)	736
Compensation IDA/IDP (*)	-1 977

Total IDA	1 612
Impôts différés Passifs :	
Provisions réglementées	1 021
Location-financement	1 588
Méthode amortis. actifs non courants	1 003
Autres (3)	830
Compensation IDA/IDP (*)	-1 977
Total IDP	2 465

(1) Selon les hypothèses retenues par le Groupe et l'actualisation des business plan, l'ensemble des pertes reportables des filiales a été activé, soit un IDA de 1 276 K€.

(2) Dont 252 K€ sur cessions internes.

(3) Dont 730 K€ de justes valeurs sur actifs immobiliers.

(*) Cette rubrique permet, après analyse globale des IDA et IDP nets par nature, de tenir compte des positions individuels et de la présentation bilantielle du fait de l'existence de périmètres fiscaux (note 5.5.14).

VIII. — Autres informations.

8.1. Degré d'exposition du groupe aux risques financiers.

8.1.1. Risque de change. — En dehors de la société Lacroix Electronique, le Groupe n'est pas exposé aux risques de marché.

De manière générale, le recours aux instruments financiers intervient dans le strict cadre des besoins nécessaires à l'activité, à l'exclusion de toute optique spéculative.

En ce qui concerne la société Lacroix Electronique, il s'agit principalement d'opérations libellées en dollar US pour lesquelles la politique consiste à recourir à des couvertures partielles.

Au 30 septembre 2007, les dettes en devises non couvertes sont non significatives.

8.1.2. Risque de taux. — La note 7.14 « Emprunts et dettes financières » permet de constater que sur 24 041 K€ de dettes, 13 684 K€ sont à taux fixe et 10 357 K€ à taux variable, dont 3 850 K€ à des taux plafonnés.

8.1.3. Risque de liquidité. — Sur l'ensemble des financements mis en place, aucun n'est assorti de convenant

Pour rappel, dans le cadre de ces futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe peut disposer d'une enveloppe de 11 000 K€.

8.2. Informations sectorielles.

8.2.1. Compte de résultat consolidé. — Les résultats par secteur d'activité, pour la période close au 30 septembre 2007, sont détaillées ci-dessous :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble groupe	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Produits des activités ordinaires :										
Ventes à des clients externes	104 753	93 856	25 190	17 736	106 171	92 136			236 114	203 728
Ventes entre secteurs	-66	-69	-1 773	-176	-5 763	-3 180			-7 602	-3 425
Total produits des activités ordinaires	104 687	93 787	23 417	17 560	100 408	88 956	0	0	228 512	200 303
Résultat opérationnel courant	13 485	12 150	5 432	2 920	1 491	-1 119	-48	-11	20 360	13 940

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble groupe	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Dotations nettes aux amortis et provisions :										
Amortis. nets des actifs non courants	-1 632	-490	-301	-167	-2 506	-957	-2	-3	-4 441	-1 617
Dépréciations nettes des actifs courants	-735	-2 058	182	-363	-243	-2 173			-797	-4 594
Total	-2 367	-2 548	-120	-530	-2 749	-3 130	-2	-3	-5 237	-6 211

8.2.2. Bilan consolidé. — Le tableau ci-dessous détaille les actifs et les passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs non courants de la période :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble groupe	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Actifs sectoriels :										
Actifs non courants	19 671	19 139	5 722	5 035	22 519	20 935			47 912	45 109
Actifs courants	54 822	53 533	11 215	7 485	54 190	49 933	13 400	17 452	133 627	128 403
Autres actifs non affectés							2 312	2 145	2 312	2 145
Total des actifs sectoriels	74 493	72 672	16 937	12 520	76 709	70 868	15 712	19 597	183 851	175 657
Passifs sectoriels :										
Passifs non courants	7 849	9 272	1 875	1 747	4 526	5 988	4 936	7 678	19 186	24 685
Passifs courants	17 189	33 220	4 248	4 387	49 104	31 057	8 250	7 332	78 791	75 996
Autres passifs non affectés	3 670	2 813	848	825	1 855	563	23	2 687	6 396	6 888
Total des passifs courants et non courants	28 708	45 305	6 971	6 959	55 485	37 608	13 209	17 697	104 373	107 569
Acquisitions actifs non courants (1)	2 079	4 056	774	399	5 204	7 030			8 057	11 485

(1) Y/c les acquisitions sur contrat de crédit bail.

8.3. Engagements hors bilan. — Les engagements donnés ou reçus par le groupe se ventilent de la manière suivante :

Catégorie d'engagement	Exercice 2007	Exercice 2006
Engagements donnés :		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 866	10 757
Emprunts issus de crédit bail	6 184	9 137

(1) L'ensemble de ces dettes est garanti par des sûretés réelles.

8.4. Événements postérieurs à la clôture. — Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

8.5. Parties liées. — Les rémunérations allouées, au titre de l'exercice, aux membres des organes de Direction, d'administration et de surveillance à raison de leurs fonctions dans le Groupe, se répartissent comme suite :

8.5.1. Membres du Directoire :

	Exercice 2007
Avantage à court terme	553
Avantage postérieurs à l'emploi	75
Autres avantages à long terme	345
Indemnités de fin de contrat de travail	
Paiement en actions	7
Total	980

8.5.2. Membres du Conseil de Surveillance :

	Exercice 2007
Avantage à court terme	174
Avantage postérieurs à l'emploi	
Autres avantages à long terme	82
Indemnités de fin de contrat de travail	1
Paiement en actions	
Total	257

B. — Comptes sociaux.

I. — Bilan.

(En milliers d'euros.)

Actif	30/09/07			30/09/06
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles :				
Concessions, brevets, licences	24	24	0	0
Immobilisations corporelles :				
Autres immobilisations corporelles	13	12	1	1
Immobilisations financières :				
Autres titres de participation	48 660	3 305	45 355	40 502
Autres	128		128	2
Actif immobilisé :	48 825	3 341	45 484	40 505
Créances d'exploitation :				
Créances clients et comptes rattachés	449		449	400
Créances diverses	19 977		19 977	18 517
Valeurs mobilières de placement : actions propres	2 420		2 420	2 233
Valeurs mobilières de placement : autres titres	13 041		13 041	18 900
Disponibilités	2		2	34
Charges constatées d'avance	29		29	31
Actif circulant	35 918	0	35 918	40 115
Total général	84 743	3 341	81 402	80 620

Passif	30/09/07	30/09/06
Capital	12 500	12 500
Primes d'émission, fusion d'apport	15 955	15 955
Réserve légale	1 250	1 250
Autres réserves	14 000	14 967
Report à nouveau	702	2 233
Résultat	3 242	-429
Capitaux propres	47 649	46 476
Provisions pour risques et charges	342	326
Provisions :	342	326
Emprunts obligatoires convertibles		
Emprunts et dettes c/o établissements de crédit (2)	8 208	11 028
Emprunts et dettes financiers divers	398	20 491
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	203	130
Dettes fiscales et sociales	2 366	1 949
Dettes sur immobilisations		
Autres	22 236	220
Total dettes (1)	33 411	33 818
Total général	81 402	80 620
(1) Dettes et produits constatés d'avance à - d'un an	28 474	5 563
(2) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques	495	398

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros)	30/09/07	30/09/06
-----------------------	----------	----------

Produits d'exploitation (I) :		
Production vendue : biens et services	1 218	1 124
Chiffre d'affaires net	1 218	1 124
Reprises provisions et amortissements, transferts de charges	16	9
Autres produits		
Total produits d'exploitation	1 234	1 133
Charges d'exploitation (II) :		
Autres achats externes (*)	507	481
Impôts, taxes et assimilés	29	28
Charges de personnel :		
Salaires et traitements	328	290
Charges sociales	238	247
Dotation aux amortissements et provisions :		
Dotation aux amortissements sur immobilisations	1	1
Dotation provisions pour risques et charges		3
Autres charges		
Total charges d'exploitation	1 103	1 050
Résultat exploitation (I-II)	131	83
Produits financiers (III) :		
De participation (3)	3 481	1 992
Autres inter. et produits assimilés (3)	856	676
Reprises sur provisions et transferts de charges	61	
Produits / cessions de val mob placement	314	216
Total produits financiers	4 712	2 884
Charges financières (IV) :		
Dot aux amortissements et provisions	78	3 527
Intérêts et charges assimilés (4)	1 357	868
Charges / cessions de val mob placement		
Total charges financières	1 435	4 395
Résultat financier (III - IV)	3 277	-1 511
Résultat courant avant impôt	3 408	-1 428
Produits exceptionnels (V) :		
Sur opérations en capital	34	40
Reprises sur provisions		295
Total produits exceptionnels	34	335
Charges exceptionnelles (VI) :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	61	43
Dotations amortissements et provisions		
Total charges exceptionnelles	61	43
Résultat exceptionnel (V-VI)	-27	292
Participations des salariés (IX)	5	
Impôts sur les bénéfices (X)	134	-707
Total des produits	5 980	4 352
Total des charges	2 738	4 781
Bénéfice ou perte	3 242	-429
(*) Y compris :		
- Redevance de crédit bail mobilier		

- Redevance de crédit bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entreprises liées	4 291	2 488
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées	982	555

III. — Annexes des comptes sociaux.

A. — Faits majeurs de l'exercice.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2007, la société a souscrit à l'augmentation de capital de Lacroix Electronique pour 4,8 M€.

B. — Règles et méthodes comptables.

Les règles et méthodes comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1) Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties suivant le mode linéaire :
— Concessions, brevets, licences, logiciels : 1 à 10 ans linéaire.

2) Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisation ne sont pas inclus dans le coût des productions de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Matériel de transport	4 à 10 ans linéaire
Matériel de bureau informatique	4 à 10 ans linéaire
Mobilier	15 ans linéaire

3) Immobilisations financières. — La valeur brute des titres de participation et autres titres immobilisés correspond au coût d'achat hors frais accessoires. Les créances rattachées à des participations sont évaluées à leur coût historique.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur brute. Cette valeur d'usage est appréciée au cas par cas en tenant compte notamment de la situation générale, des perspectives d'activités et de résultats de chacune des sociétés concernées.

4) Créances. — Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5) Valeurs mobilières de placement. — Leur valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire correspondant au cours de clôture est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constatée à la clôture. Les stocks options sont comptabilisées dans les VALEUR MOBILIERE DE PLACEMENT.

6) Opérations en devises. — Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur dans la monnaie de référence à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écarts de conversion ». Les pertes latentes de changes non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

7) Provision pour risques et charges. — Conformément au règlement 2000-06 du C.R.C., les provisions pour risques et charges sont constituées de manière à prendre en compte les obligations de la société à l'égard de tiers, dont il est probable ou certain qu'elles provoqueront une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente, et dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Elles sont évaluées en tenant compte des informations disponibles et le cas échéant après consultations des experts et Conseils de l'entreprise. Le montant comptabilisé au titre de la provision pour retraite a été évalué suivant la méthode actuarielle dite au prorata « des droits au terme » autrement dénommée « méthode rétrospective des unités de crédit projetées ». Aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé à ce titre. »

8) Résultat exceptionnel. — Le résultat exceptionnel comprend les éléments de résultat qui ne se rattachent pas aux activités ordinaires de l'entreprise. Il comprend également les éléments qui, bien que se rattachant aux activités ordinaires, présentent un caractère exceptionnel dans leurs montants et leur survenance.

9) Impôt sur les bénéfices. — La société LACROIX SA (société tête de Groupe) et ses filiales intégrées (toutes détenues à plus de 95%) ont décidé d'opter pour le régime d'intégration fiscale des groupes prévu par les articles 223 et suivants du CGI, en date du 27 septembre 1996, pour 5 ans à compter du 1er octobre 1996. L'option pour l'intégration fiscale a fait l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction à compter du 1er octobre 2001. L'impôt pris en charge par les filiales est celui qu'elles auraient supporté en l'absence d'intégration fiscale, la mère comptabilisant en résultat les différentiels d'impôts provisoires ou définitifs provenant de l'application du régime.

C. — Informations relatives au bilan.

1. Immobilisations, amortissements, et provisions :

— Variations des immobilisations brutes :

Immobilisations	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Immobilisations incorporelles :				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	24			24
Total	24	0	0	24
Immobilisations corporelles :				
Matériel de bureau, informatique	13			13
Total	13	0	0	13
Immobilisations financières :				
Participations	43 807	4 853		48 660
Prêts et autres immobilisations financières	2	216		218
Total	43 809	5 069	0	48 878
Total	43 846	5 069	0	48 915

— Variations des amortissements & provisions :

Amortissements et provisions sur immobilisations	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Immobilisations incorporelles :				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	24			24
Total	24	0	0	24
Immobilisations corporelles :				
Matériel de bureau, informatique	12			12
Total	12	0	0	12
Immobilisations financières :				
Titres de participations	3 305			3 305
Total	3 305	0	0	3 305
Total	3 341	0	0	3 341

2. Ventilation des créances et des dettes par échéance :

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
État des créances :				
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières	130	130		
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	449	449		
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7	7		
État et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéficiaires				
Taxe sur la valeur ajoutée	21	21		
Autres impôts, taxes et assimilés				
Divers				
Groupe et associés	19 918	19 918		
Débiteurs divers	31	31		

Charges constatées d'avance	30	30		
Totaux	20 586	20 586	0	0
État des dettes :				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires convertibles				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
A 1 an maximum à l'origine	530	530		
A plus d'un an à l'origine	7 677	2 741	4 936	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	203	203		
Personnel et comptes rattachés	110	110		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	99	99		
État et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices	2 028	2 028		
Taxe sur la valeur ajoutée	113	113		
Obligations cautionnées		0		
Autres impôts, taxes et assimilés	16	16		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	22 554	22 554		
Autres dettes	80	80		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Totaux	33 410	28 474	4 936	0
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 905			

3. Renseignements concernant les filiales et participations :

	Capital social	Autres capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis non remboursés	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
1. Filiales détenues à plus de 50%											
LACROIX SIGNALISATION	13 750	26 893	99,85%	13 606	13 606		57	63 374	8 624	2 497	
LACROIX SOFREL	5 500	5 856	96,83%	13 092	13 092			24 030	3 340	984	
LACROIX ELECTRONIQUE	19 000	-1 959	99,99%	21 952	18 647	17 840	314	93 406	537		
SCI POMO	2	-239	50,00%	1		131		50	-1		31/12/05
2. Participations détenues entre 10 et 50%											
LTI Centre	0	-194	40,00%	7	7			40	8		31/12/05
3. Participation inférieure à 10%											
Divers				3	3						
Total				48 661	45 355	17 971	371			3 481	

4. Valeurs mobilières de placement autocontrôle :

	30/09/07	30/09/06
Actions propres (1)	2 420	2 233
Contrat de liquidité (2)	87	203
Placement (3)	12 954	18 697
Total	15 461	21 133
Provisions	0	0

Valeurs nettes	15 461	21 133
----------------	--------	--------

(1) La société Lacroix SA a réalisé au cours de l'exercice la vente de 14 062 actions.

A la clôture de l'exercice, la société détient 37 147 titres pour un montant de 2 420 K€ ;

A la clôture, les actions propres détenues couvrent la totalité des engagements liés aux stocks options.

(2) La variation du contrat de liquidité, détenu à 100% par le groupe pour 128 K€ comprenant 1 562 actions, s'explique par le reclassement de celui-ci en autres immobilisations financières ;

Les Sicav représentent 87 K€ à la clôture ;

(3) Les autres placements constitués de Sicav, de certificats de dépôt et d'autres produits de placement s'élèvent à 12 954 K€ au 30 septembre 2007.

5. Engagements financiers à la clôture :

Avals et cautions donnés aux filiales	2 366
Dettes garanties par des suretés réelles	1 442
Redevances crédit bail	0
Effets escomptés non échus	0

L'écart entre le total des avals et cautions donnés pour le compte de l'ensemble des sociétés du groupe (2 366 K€) et l'information figurant sur le tableau des filiales et participations (371 K€) s'explique par l'existence de garantie octroyée par LACROIX SA pour le compte de sociétés du Groupe non Directement filiale de celle-ci, dont notamment une garantie des dettes de LACROIX ELECTRONICS et sa filiale SNU accordée à ING LEASE POLOGNE dans le cadre du crédit-bail immobilier de KWIDZYN représentant un montant de 1 995 K€ au 30 septembre 2007 ;

6. Charges à payer :

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	38
Dettes fiscales et sociales	177
Autres dettes	152
Total	367

7. Charges constatées d'avance :

Charges exploitation	30
Charges financières	
Total	30

8. Produits à recevoir :

Clients, factures à établir	96
Intérêts courus	
Total	96

9. Capitaux propres. — Le capital social est constitué de 1 255 520 actions pour un montant de 12 500 000 € ;

Un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives détenues depuis plus de trois ans par le même actionnaire.

Capitaux propres à l'ouverture	46 476
Distributions de dividendes	-2 069
Résultat de l'exercice	3 242
Total	47 649

10. Provisions :

	Valeur à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Valeurs à la clôture
Provisions risques et charges :				
Risques levée stock options	288	77	61	304
Indemnités départ retraite	38			38

	326	77	61	342
--	-----	----	----	-----

La société provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles.

Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuair indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation de 4,65%.

11. Dirigeants. — Les rémunérations versées, au titre de l'exercice, aux membres des organes d'administration, de Direction et de surveillance, à raison de leurs fonctions dans la société sont de 311 K€ hors retraite complémentaire, celle-ci s'élevant à 73 K€.

D. – Informations relatives au résultat.

1. Ventilation de l'impôt :

	Résultat avant impôt	Impôt	Après impôt
Résultat courant	3 408		3 408
Résultat exceptionnel	-27		-27
Participation	-5		-5
Intégration fiscale : charge d'impôt		-134	-134
Résultat net 30 septembre 2006	3 376	-134	3 242

2. Accroissements et allègements de la dette future d'impôt :

Nature	Début exercice		Variations		Fin exercice	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
I. Décalages certains ou éventuels :						
Charges non déductibles temporairement :						
Provision pour impôts						
Indemnités départ retraite	12				12	
Autres						
II. Impact des éléments à imputer (antérieur à l'intégration fiscale) :						
Amortissements réputés différés						
Déficits reportables						
Moins value à long terme						
III. Régime de l'intégration fiscale :						
Amortissements réputés différés						
Déficits reportables						
Moins values nettes à long terme						
IV. Eléments de taxation éventuelle :						
Plus value en sursis d'imposition (titres)		1 675		-782		893
Montant de la réserve Spéciale des Plus-values à long terme (base d'impôt)		0				

L'impact des plus values à long terme à la clôture est évalué au taux de 8% ;

3. Intégration fiscale. — La société est tête de groupe des sociétés suivantes :

- Kangougou A T S ;
- Kangougou OUEST ;
- Kangougou PACA ;
- Kangourou IDF ;
- Kangourou SUD OUEST ;
- Kangourou Normandie ;
- Kangourou Nord Pas de Calais ;
- Kangourou Rhones Alpes ;
- Lacroix Electronique ;
- Lacroix Signalisation ;
- Lacroix Sofrel ;
- Lacroix Trafic ;
- SAAM.

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt théorique en l'absence d'intégration fiscale est de +134 K€.

E. – Autres renseignements.

1. Postes du bilan et de compte de résultat concernant les entreprises liées :

Immobilisations financières (valeur brute)	48 660
Créances	20 333
Dettes	22 681
Charges d'exploitation	44
Charges financières	982
Produits d'exploitation	1 217
Produits financiers	4 290
Charges exceptionnelles	0
Produits exceptionnels	0

2. Effectif. — L'effectif moyen pour l'exercice s'est élevé à 3 personnes (cadres).

3. Société consolidante :

VINILA Investissements, société anonyme au capital de 50 000 € ;

N° Siret : 354 034 993 00023.

4. Litiges en cours. — Au cours de l'exercice précédent, une enquête a été diligentée par la DGCCRF, concernant d'éventuelles pratiques anti-concurrentielles des principaux acteurs français du marché de la signalisation.

Notre connaissance de la procédure ne permettait pas à la date d'arrêt des comptes d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à cette enquête. En conséquence, aucune provision n'avait été constituée à ce titre au 30 septembre 2006.

Au cours de l'exercice 2007, nous n'avons pas eu connaissance d'évolution de la procédure ni d'aucun fait susceptible de modifier notre perception du risque encouru.

IV. — Affectation du résultat.

Le directoire propose à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 3 241 388 euros, auquel il convient d'ajouter le report à nouveau antérieur de 702 249 euros, formant un montant distribuable de 3 943 637 euros, de la façon suivante :

— distribution aux actionnaires d'un dividende de 2.30 euros par action, soit la somme de 2 887 696 euros

— affectation au poste « autres réserves » d'une somme de 500 000 euros

— affectation du solde au poste « report à nouveau » ainsi porté à la somme de 555 941 euros, étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société.

Il résulte de cette affectation un montant de capitaux propres qui s'élèverait à la somme de 44 761 526 euros.

Nous vous proposons de mettre en paiement le dividende à compter du 16 avril 2007.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, nous vous indiquons :

— que l'intégralité des dividendes perçus par les personnes physiques est éligible à l'abattement de 40% prévu à l'article 158-3 2° du CGI.

— que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende net par actions	Dividende global (*)
2003-2004	1 004 416	1,80 €	1 807 949
2004-2005	1 255 520	1	1 255 520
2005-2006	1 255 520	1,70 €	2 134 384

(*) Montant incluant les actions autodétenues.

Nous vous précisons que le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du CGI s'élève à 21 414 euros. Ce montant correspond à la part non déductible des loyers sur les véhicules de tourisme utilisés par la société. L'impôt supporté par la société à ce titre s'élève à 7 137 euros.

0800500